

LES CAHIERS DU CERMTRI

Centre d'Etudes et
de Recherches
sur les Mouvements
Trotskyste
et Révolutionnaires
Internationaux

28, rue des Petites Ecuries
75010 Paris - France
01 44 83 00 00
cermtri@wanadoo.fr
<http://www.trotsky.com.fr>

DOSSIER

Russie, 1917 Les organes du pouvoir prolétarien

- 1905 « Répétition générale »
- Le paradoxe de Février...
- Vers la centralisation du pouvoir prolétarien (juin-octobre 1917)
- Le congrès du pouvoir prolétarien (octobre 1917)
- Révolution prolétarienne et démocratie

N° 164

Mai 2017

ISSN 0292 - 4943

6 €

Vers la centralisation du pouvoir prolétarien (juin-octobre 1917)

La révolution russe a essuyé autant de falsifications haineuses et de déformations propagandistes que la révolution française. Mais elle partage avec cette dernière un atout historique : tout comme les assemblées représentatives françaises, les soviets russes restent reconnus comme le lieu exclusif de la représentation populaire. Il n'en existait pas d'autres qu'on puisse dresser en concurrence.

En face de l'Assemblée de la Nation française, il n'y avait que l'aristocratie émigrée de Coblenz et les cours d'Europe ; en face de la démocratie soviétique, née de la haine de la guerre (« *Du pain et nos hommes* », disent les femmes dès le premier jour), il n'y avait que la bourgeoisie, l'état-major et leurs alliés impérialistes d'Europe.

Les bolcheviks encore minoritaires dans les soviets

C'est dans les organes soviétiques que s'affrontent les partis, *tous les partis* de la démocratie ; le parti bourgeois des cadets, écarté comme assimilé au régime tsariste, attend précisément son salut d'un coup de force militaire, fusillant les représentants, liquideant les soviets et leur démocratie révolutionnaire, ce que tentera le général Kornilov, nommé à son poste par Kerenski.

Cette indiscutable légitimité des institutions soviétiques, des deux congrès panrusse des soviets, celui de juin et celui d'octobre, créera une sérieuse difficulté pour les faussaires des XX^e et XXI^e siècles. S'ils admettent la représentativité du premier congrès de la démocratie soviétique, représentant vingt millions d'ouvriers, paysans et soldats, et où le rapport de force politique est de 5 contre 1, la minorité de gauche étant composée des bolcheviks, mencheviks internationalistes et S-R de gauche, comment peuvent-ils récuser la représentativité du second, exactement inverse, les mêmes électeurs, prolétaires, soldats, paysans ayant proprement *renversé la majorité*, dans des proportions aussi écrasantes ? Car le principe, non parlementaire, mais ouvrier, de révocabilité et de remplacement des élus administre ici la preuve de sa redoutable efficacité révolutionnaire !

Le premier congrès s'ouvre donc, le 3 juin, avec une suprématie considérable des socialistes conciliateurs et patriotes, partisans de la coalition avec la bourgeoisie (document 1), à la grande décep-

tion du menchevik internationaliste Sukhanov (document 2). Mais ce témoin, comme l'historien Anweiler, note la prépondérance de la province et de représentants issus des classes petites-bourgeoises, aptes aux belles paroles démagogiques.

En outre, les normes de représentations soviétiques, en relation avec la place du soulèvement des soldats, sont très inégales (document 3). La réalité de la lutte des classes est déformée par le congrès. Ainsi, Anweiler illustre son propos sur « *l'audience considérable, dès ce moment, des bolcheviks à Petrograd* » par un fait : le 31 mai, à la veille du congrès, la section ouvrière du soviet de Petrograd adoptait par 173 voix contre 144 une résolution bolchevique.

Les bolcheviks gagnent la majorité dans les comités d'usine

Trotsky est plus explicite : « *La croissance des grèves et, en général, de la lutte de classe, augmentait presque automatiquement l'influence des bolcheviks. Toutes les fois qu'il s'agissait de leurs intérêts vitaux, les ouvriers comprenaient bien que les bolcheviks n'avaient pas d'arrière-pensée, qu'ils ne cachaient rien et que l'on pouvait compter sur eux. Aux heures de conflits, tous les ouvriers, sans parti, socialistes-révolutionnaires, mencheviks, se dirigeaient vers les bolcheviks.*

Ainsi s'explique le fait que les comités d'usine et de fabrique, qui menaient la lutte pour l'existence de leurs établissements contre le sabotage de l'administration et des propriétaires, passèrent aux bolcheviks beaucoup plus tôt que le soviet. A la conférence des comités de fabrique et d'usine de Petrograd et de la banlieue, au début de juin, 335 voix sur 421 se prononcèrent pour la révolution bolcheviste. Ce fait passa complètement inaperçu de la grande presse » (Histoire de la Révolution russe – 3 – t. 1 – Ed. du Seuil – p. 471).

La grande presse, à ce moment, ricane des propos du minoritaire Lénine au congrès : notre parti est prêt à prendre le pouvoir. Cent ans après, ces paroles sont toujours citées avec dérision. Or comme on le voit, si les conciliateurs, ivres de leur majorité, repoussent la revendication ouvrière de la journée de huit heures, s'ils ignorent les protestations sur la stagnation de l'Instruction publique, la bureaucratie tsariste restant en place, la mentalité dans les bastions ouvriers est tout autre.

Prêtons donc attention au mouvement des comités de fabrique et d'usine, distincts des soviets.

Ils sont, dit Anweiler, « *les vrais protagonistes de l'affrontement du capital et du travail* » (document 4). Ils imposent aux patrons et au gouvernement, dès mars, la journée de huit heures (1). Ils répondent, de façon organisée, au péril exprimé par Lénine d'une désorganisation délibérée de la production, à laquelle doit parer le contrôle ouvrier (document 5).

Toujours au moment du « triomphe » des socialistes patriotes et conciliateurs, la même radicalisation s'opère dans les syndicats : « *A la conférence des syndicats, en juin, il se trouva qu'il existait à Petrograd plus de cinquante syndicats, comptant au moins 250 000 membres. Le syndicat des métallurgistes réunissait environ cent mille ouvriers. Pendant le seul mois de mai, le nombre de ses membres avait doublé. L'influence des bolcheviks dans les syndicats s'accroissait encore plus rapidement*op. cit., p. 471).

Ainsi, malgré les ricanements, au moment où Lénine, à la surprise générale, énonce le programme de la révolution devant le premier congrès, les organes de la dictature prolétarienne sont bien en train de faire mouvement vers le parti révolutionnaire.

Cette montée des périls pour les classes dominantes et pour l'état-major, donc pour le gouvernement patriote de Kerenski, qui relance la guerre, les conduit aux provocations et au complot des journées de juillet.

La réaction relève la tête, les masses sont exposées aux coups, les bolcheviks sont traqués, arrêtés, Lénine se cache. L'état-major exige et obtient le rétablissement de la peine de mort pour réprimer et terroriser les soldats. Rappelons pour mémoire qu'au même moment, dans les armées de l'allié français de la Russie, les semblables des généraux tsaristes, avec Pétain, répriment les mutineries par des fusillades.

Ces complots et cette répression créent, de la part de la réaction, une demande de calomnies violentes contre les bolcheviks, et l'offre ne manque pas de se présenter. C'est la fameuse « révélation » de l'or allemand, faisant de Lénine un espion de l'ennemi. La preuve suffisante n'était-elle pas, pour les capitalistes et pour les généraux, dans le soutien des révolutionnaires bolcheviks aux soldats, ouvriers, paysans rejetant la guerre impérialiste ?

Ces calomnies, appuyées sur des révélations d'agents doubles corrompus, de canailles condamnées de longue date par toutes les fractions socialistes, sont immédiatement jugées « extrêmement sérieuses », forment un « *dossier judiciaire suffisamment convaincant contre l'état-major bolche-*

vique », pour Kerenski. La mesure suivante de Kerenski, conforme à ce dossier judiciaire contre l'avant-garde ouvrière, est de nommer généralissime le tsariste Kornilov, qui s'attèle immédiatement à la préparation de son coup d'État contre la révolution.

Notons qu'au sujet des calomnies, nous ne sommes plus dans l'histoire, mais dans l'actualité... de 2017.

En effet, c'est par une relance de la calomnie contre Lénine, son train d'avril 1917 et « l'or allemand », qu'une partie de l'historiographie officielle a décidé de célébrer le centenaire ! Nous renvoyons cette résurgence nauséabonde en fin de revue, et poursuivons notre examen avec des historiens sérieux, et des témoins honnêtes.

Que font les dirigeants conciliateurs du comité exécutif élu par le premier congrès ? Ils accompagnent docilement leurs amis politiques du gouvernement Kerenski : le 13 juillet, le menchevik Dan fait adopter à la séance unifiée des comités exécutifs du soviet cette motion : « *Toutes personnes inculpées par le pouvoir judiciaire sont écartées des comités exécutifs jusqu'au jugement du tribunal.* » C'est la mise hors la loi des bolcheviks par la direction des soviets, Kerenski de son côté interdisant toute leur presse.

En juillet-août, devant cette complicité de fait entre le comité exécutif des soviets et le gouvernement Kerenski, lui-même complice de l'état-major, le Parti bolchevique opère un net infléchissement dans ses mots d'ordre. Il serait désormais impolitique, absurde, de réclamer « *tout le pouvoir aux soviets* » avec cette direction des soviets ! Sans abandonner l'orientation stratégique – la dictature prolétarienne au moyen des soviets –, Lénine combat désormais pour inverser la majorité soviétique, la rendre conforme aux aspirations des masses. Ce sont ses « *Quatre thèses* » (document 6) et son explication « *A propos des mots d'ordre* » (document 7).

Le torrent de calomnies, le bâillonnement de la presse révolutionnaire, les poursuites et les arrestations font flétrir durant quelques semaines l'influence bolchevique ; la démocratie bat en retraite, capitalistes et officiers s'enhardissent pour frapper les masses, les délégués des soldats, des ouvriers. Mais dès la fin de juillet, la confiance dans les bolcheviks se rétablit dans les usines. Dans chaque usine, dit Trotsky, il y avait un bolchevik qui avait fait ses preuves dans la lutte de classe : « *Eh les gars, est-ce que j'ai une tête d'espion allemand ?* », lançait-il à ses camarades.

« Marée montante »

Le tournant majeur est le moment où, en août, le parti révolutionnaire prend la tête de la mobilisation contre le coup d'Etat de Kornilov.

Nous renvoyons le lecteur aux ouvrages historiques, notamment *l'Histoire de la Révolution russe*, de Léon Trotsky, sur ce tournant décisif de la levée en masse contre le putsch de Kornilov et sur la « marée montante » bolcheviste dans les soviets de tout le pays, mais aussi les municipalités, progression spectaculaire dont Anweiler donne le tableau (document 8).

Par la création, le 27 août, d'un comité de combat *ad hoc* contre Kornilov, réunissant les trois partis soviétiques (bolcheviks, mencheviks, S-R), « *on reconnaissait en somme que les institutions soviétiques dirigeantes se sentaient elles-mêmes caduques, et, pour les tâches révolutionnaires, avaient besoin de sang frais* » (Léon Trotsky – *op. cit.* – t. 2 – p. 237). Cette régénérescence, ce sang frais à la tête des soviets, était l'objectif défini par Lénine dans ses thèses de juillet ; seuls les bolcheviks ont établi avec les masses les liens de confiance permettant la mobilisation : « *Bien que les bolcheviks fussent en minorité*, écrit Sukhanov, *il est absolument clair que dans le Comité militaire révolutionnaire, l'hégémonie leur appartenait.* »

Ainsi, déjà largement majoritaires dans les conseils et comités ouvriers (en octobre, à la conférence panrusse des comités de fabrique, 96 délégués sur 167 sont bolcheviks, le groupe suivant des S-R n'en compte que 24 !), les bolcheviks acquièrent la même popularité chez les soldats.

On lira ici avec intérêt (document 9) le récit de Sukhanov : les assemblées de la garnison de Petrograd, écartant les interdictions du Comité exécutif central (CEC), votent qu'elles n'obéiront qu'au soviet, et que tout ordre des généraux non approuvé par le soviet sera ignoré. Jusque dans la forteresse

Pierre-et-Paul, où s'installe un commissaire, la garnison se rassemble autour de ses conseils révolutionnaires, hostiles au gouvernement provisoire et à l'état-major. Le double pouvoir installé dans l'armée laisse ainsi place au pouvoir sans partage, absolu, des conseils de soldats.

Sukhanov témoigne des assemblées qui précèdent l'insurrection, farouchement résolues à arracher « *le pain, la terre, la liberté* » :

« *Je voyais ces mains levées, les yeux brûlants des hommes, des adolescents, des ouvriers, des soldats, des femmes, des paysans et des petits-bourgeois typiques.* » « *La même chose se déroulait un peu partout dans Saint-Pétersbourg et ailleurs, devant des milliers, des dizaines de milliers, des centaines de milliers d'hommes. L'insurrection était déjà engagée.* »

L'observateur menchevique est consterné par une révolution prolétarienne qui heurte ses convictions politiques : « *Je contemplais ce spectacle grandiose, avec un sentiment poignant de tristesse.* »

Les organes du pouvoir prolétarien, désormais centralisés, soudés avec l'aide des bolcheviks sur leurs intérêts de classe, donnent une écrasante majorité de 70 % et plus, à l'ouverture du II^e Congrès panrusse, au mot d'ordre « *Tout le pouvoir aux soviets* ».

Le premier gouvernement ouvrier de l'histoire, héritier politique de la Commune de Paris, est fondé.

(1) Le soviet de Moscou proclama le 21 mars la journée de huit heures, et les ouvriers l'appliquèrent à la lettre en quittant tous le travail au terme exact de la huitième heure.

● Document 1
Oskar Anweiler

**Le congrès des soviets,
organe de la démocratie
révolutionnaire**

La diffusion toujours plus ample du mouvement des conseils rendit indispensable la création d'un organe représentatif suprême, incarnant la volonté politique de la « démocratie révolutionnaire » et coiffant l'ensemble des soviets locaux. A quoi vint s'ajouter au début de mai le besoin impérieux que ressentaient les dirigeants des partis majoritaires dans les soviets, qui soutenaient à fond le gouvernement provisoire, de faire approuver leur politique par une représentation douée d'une large base nationale. C'est pourquoi le comité exécutif élargi du soviet de Petrograd, par une proclamation en date du 9 mai, invita les conseils à élire leurs délégués à un I^e Congrès panrusse des soviets de députés ouvriers et soldats dont les assises devaient se tenir dans la capitale. Les modalités électorales étaient on ne peut plus simples : les proportions fixées furent en effet de 2 délégués pour les soviets représentant de 25 000 à 50 000 habitants, 3,75 pour 100 000, 4 pour 100 000 à 150 000, 5 pour 150 000 à 200 000, 6 pour 200 000 et 8 au-dessus de ce chiffre. Les soviets de moindre importance se virent proposer soit de s'unir à d'autres, soit d'envoyer des délégués à voix seulement consultative. Quant aux délégués de front, ils seraient désignés par les congrès d'armée.

Sur la base de ces normes, qui ne furent pas strictement respectées, il est vrai, le congrès repréSENTA quelque vingt millions d'hommes, la moitié tout juste du nombre de citoyens qui plus tard prirent part aux élections à l'Assemblée constituante. Ouvert le 3 juin, le congrès siégea jusqu'au 24 du même mois ; dans les conditions du moment, à défaut d'un Parlement élu au suffrage universel, il constitua le corps représentatif indiscutablement le plus démocratique de Russie.

Sur les 1 090 délégués, qui représentaient 305 soviets locaux d'ouvriers et de soldats, 53 organes sovié-

tiques régionaux et 21 organisations d'armée, 822 avaient voix pleinement délibérative. On comptait parmi eux 283 S-R et 248 mencheviks, soit une majorité écrasante par rapport aux 105 bolcheviks, à quelques membres de groupuscules socialistes et à 73 sans parti. C'est à la prépondérance qu'ils exerçaient dans les soviets de province et les organisations de front que les deux formations modérées étaient surtout redéposables de leur suprématie écrasante au congrès. A Petrograd même, les bolcheviks disposaient en effet, dès ce moment, d'une audience considérable. La majorité modérée n'eut pas de mal à imposer ses vues, et le jour où Lénine proclama, pour la première fois en public, que son parti visait à prendre seul le pouvoir, il déclencha une vague d'ilarité.

Avant de se séparer, les congressistes élurent un Comité exécutif central de Russie, organe suprême des soviets pour l'ensemble du pays. Le Comité exécutif central (CEC), avec plus de 250 membres, constituait lui-même un petit soviet. Il était habilité à trancher toutes les questions politiques qui viendraient à se poser, sur la base des directives fixées par le congrès panrusse. Par sa composition politique, il correspondait au rapport de force existant au sein du congrès : 104 de ses membres étaient mencheviks, 100 S-R, 35 bolcheviks et 18 socialistes d'autres tendances. Lors de sa première séance, le CEC se dota d'un présidium de neuf personnes, avec Chkheidze à sa tête, et d'un bureau de cinquante membres, en nombre également proportionnel à la puissance respective des partis.

In *Les Soviets en Russie*
Ed. Gallimard – 1972
pp. 152 à 154.

● Document 2
Nicolas Soukhanov

**Large majorité
des socialistes-révolutionnaires
au congrès des soviets**

Hélas ! la réalité déçut même les pessimistes : sur 777 délégués, les bolcheviks n'en avaient que 105. Quant aux mencheviks internationalistes, ils ne totalisaient même pas 35 mandats. Toute la fraction de Martov ne représentait même pas le sixième de l'ensemble des mencheviks !

Ajoutons une fraction d'« internationalistes unifiés » de 35 à 40 délégués, qui comprenait les « interdistrictistes », Trotsky et Lounatcharski en tête.

La force décisive de ce congrès appartint au parti socialiste révolutionnaire, qui disposait, en ajoutant ceux des mencheviks de droite, des cinq sixièmes des mandats. La gauche, elle, groupait au grand maximum 150 à 160 mandats. Dans la salle des séances, l'opposition se devinait physiquement par les vête-

ments civils et les vareuses d'ouvriers presque exclusivement.

La majorité, elle, était faite presque totalement de militaires : véritables « paysans-soldats » et surtout intellectuels mobilisés, officiers subalternes qui représentaient l'armée du front. Tous étaient évidemment des « socialistes » ! Cette étiquette étant un laissez-passer nécessaire. Mais c'était un monde bien éclectique, qui allait des cadets clandestins, des « octobristes » et des antisémites aux libéraux et pseudo-libéraux tels que avocats, médecins, enseignants, fonctionnaires...

In *La Révolution russe, 1917–*
Le Cercle du nouveau livre d'histoire – 1966
pp. 187-188

● Document 3
Oskar Anweiler

**Normes de représentation
au congrès**

La norme officielle de représentation à la section ouvrière du soviet était d'un député à raison de mille travailleurs, mais les entreprises de moins de mille personnes avaient droit, elles aussi, à un délégué. En d'autres termes, tandis que les grandes entreprises (plus de 400 personnes), où travaillaient 85 % des ouvriers de Petrograd, étaient représentées par 424 délégués, les entreprises employant moins de 400 personnes (soit en tout 13 % de l'effectif ouvrier de la capitale) avaient la faculté d'être un nombre presque égal de députés, à savoir 422. Certaines voix valaient par conséquent plus que d'autres et cette inégalité du droit de vote suscita parfois des protestations au sein même du soviet.

Une situation analogue prévalait dans la section des soldats. Chaque compagnie, ou unité équivalente, était représentée par un délégué, mais aucune norme chiffrée n'ayant été prévue, des unités squelettiques

avaient droit à autant de députés que les plus nombreuses. La section des soldats repoussa à diverses reprises des projets visant à fixer comme norme électorale la proportion d'un pour mille. Sur la base actuelle, en effet, non seulement une liaison étroite était maintenue entre le soviet et les unités militaires les plus petites, mais encore la prépondérance numérique injustifiée des députés soldats par rapport aux députés ouvriers se trouvait sauvegardée. On comptait parmi les premiers un nombre relativement élevé d'« intellectuels » : écrivains, aspirants aux idées socialistes ou libérales, chirurgiens militaires et autres. Les « paysans en uniforme », sans expérience politique et souvent illétrés, votaient en masse pour les candidats faisant bruyamment état d'opinions révolutionnaires.

In *Les Soviets en Russie –*
Ed. Gallimard – 1972
pp. 134-135

● Document 4

LES COMITÉS DE FABRIQUE

Oskar Anweiler

« Les véritables protagonistes de l'affrontement du capital et du travail »

Au moment même où les conseils de députés ouvriers faisaient leur apparition en tant qu'organes représentatifs généraux de la classe laborieuse, des comités particuliers, les comités de fabrique, surgissaient à l'échelon le plus élémentaire.

Comme nous l'avons vu ci-dessus, il s'agissait là de la forme la plus ancienne du mouvement ouvrier russe autant que de la base sur laquelle les soviets de 1905 s'étaient édifiés. Pourtant, à l'exception des dispositions très restrictives de la loi de 1903 sur les doyens de fabrique, jamais ces comités n'avaient fait l'objet d'une reconnaissance légale.

La révolution de Février fit sauter ces obstacles à la formation de comités de fabrique. Dès le 5 mars, le soviet de Petrograd lançait un appel en ce sens et, le 10, il signait avec le patronat un accord consacrant l'entrée en vigueur de la journée de huit heures et la mise en place de « conseils d'anciens » dans les usines. Le 13 avril, le gouvernement provisoire réglementait l'institution nouvelle. Celle-ci se voyait fixer comme attributions de représenter les travailleurs auprès de la direction des entreprises dans les questions de salaires, de temps et de conditions de travail, etc., de faire valoir leurs intérêts face aux services étatiques et sociaux, de veiller à leur formation professionnelle et culturelle. Des chambres de conciliation étaient chargées d'arbitrer les différends entre employeurs et comités de fabrique.

Les comités de fabrique de Petrograd se constituèrent avec le temps en une organisation solide, qui, à certains égards, faisait concurrence au conseil des députés ouvriers. Ils fusionnèrent avec les conseils de rayon, qui élurent leurs représentants à un conseil central coiffé par une commission exécutive. Il n'existe aucune délimitation de fonctions entre le soviet et le conseil central des comités de fabrique, mis à part le fait que le premier s'occupait surtout de questions politiques et les seconds de problèmes économiques et autres affaires internes aux entreprises. Toutefois, comme les comités de fabrique se trouvaient en liaison constante et directe, sur les lieux de travail, avec les ouvriers, leur rôle révolutionnaire s'accrut dans la mesure même où le soviet s'institutionnalisait et perdait petit à petit le contact avec les

masses. Aux yeux de la majorité non bolcheviste du soviet, la stabilité moindre des comités, dont la composition se renouvelait sans cesse, démontrait l'immaturité des travailleurs russes, encore visiblement inaptes à la « dictature du prolétariat » ; mais, pour les bolcheviks, ces mêmes comités constituaient un instrument de propagande idéal.

Les comités de fabrique se transformèrent donc en bastions du Parti bolchevique bien avant les conseils des députés. C'est ce que révélèrent déjà, par exemple, les élections qui eurent lieu à la mi-avril aux importantes usines Poutilov : sur 22 élus, on comptait 6 bolcheviks et 7 sans-parti sympathisant avec eux.

La I^e Conférence des comités de fabrique de Petrograd-ville réunit 499 délégués, dont 261 métallurgistes désignés par 172 comités formaient le groupe professionnel le plus nombreux.

Elle adopta par 297 voix contre 21 et 44 abstentions une motion de clôture qui, présentée par Zinoviev, réclamait l'établissement du contrôle ouvrier dans les organes économiques centraux de l'Etat et dans les usines. Les bolcheviks obtinrent aussi la majorité au conseil central élu par la conférence. Par la suite, lors de la II^e Conférence de ville (7-12 août), la résolution du VI^e Congrès du Parti bolchevique sur le contrôle ouvrier recueillit 213 voix contre 26 et 22 abstentions. A Moscou, en revanche, cette même résolution ne fut approuvée que par 191 délégués sur les 682 qui participèrent en juillet à la conférence de ville des comités de fabrique, où les mencheviks avaient toujours la prépondérance.

Ce fut à la veille de la révolution, du 17 au 22 octobre, qu'à l'initiative des comités de Petrograd se tint la première et la seule conférence panrusse des comités de fabrique. Celle-ci refléta par sa composition le triomphe de l'extrême gauche dans les rangs de la classe ouvrière des grandes villes : sur 167 délégués, on recensa 96 bolcheviks, 24 S-R, 13 anarchistes, 7 mencheviks, 5 maximalistes, 1 menchevik-internationaliste et 21 sans-parti.

La révolution eut pour conséquence naturelle d'exacerber les luttes économiques. Dans ce cadre, les comités de fabrique devaient être les véritables protagonistes de l'affrontement du capital et du tra-

vail. Ils reléguèrent à l'arrière-plan les syndicats qui, après la révolution de Février, cherchaient de leur côté à se reconstituer. Mais les syndicats avaient besoin de délais plus longs pour s'implanter vigoureusement et ne touchaient qu'une partie des travailleurs. En outre, leurs dirigeants, des mencheviks en grande majorité, se gardaient d'intervenir carrément dans le domaine de la production. Ce furent donc les comités de fabrique qui s'en chargèrent d'emblée, sans guère se soucier des limites que la loi assignait à leurs compétences. Les ouvriers d'un grand nombre d'usines avaient commencé de s'ingérer dans les questions d'administration et de direction technique, voire de chasser de l'entreprise le patron et les ingénieurs.

Lorsque l'employeur décidait de mettre la clé sous la porte, il était fréquent de voir le comité de fabrique prendre en main la gestion de l'établissement. Et l'on pouvait entendre déclarer dès mai 1917 : « *Les comités ne reculent pas devant des empiétements sur la vie économique. En vérité, ils y ont même été contraints, car, s'ils ne l'avaient pas fait, autant de fabriques auraient dû fermer. Des masses énormes d'ouvriers se seraient retrouvées sur le pavé et l'armée toujours plus nombreuse des chômeurs aurait sans cela grossi encore plus.* »

In *Les Soviets en Russie*
Ed. Gallimard – 1972 –
pp. 155 à 158



DR

Délégués à la première conférence des comités d'usine.

● Document 5
Lénine

Contre la désorganisation de la vie économique : le contrôle des comités d'usine

(Résolution sur les mesures à prendre
contre la débâcle économique)

1 La désorganisation complète de toute la vie économique de la Russie a atteint un tel degré qu'une catastrophe d'une ampleur inouïe, arrêtant complètement le travail de toute une série de branches essentielles de la production, empêchant les cultivateurs d'exercer leurs activités à l'échelle nécessaire, interrompant les communications ferroviaires, privant de blé les villes et une population industrielle de nombreux millions d'âmes, est devenue imminente. Plus encore, le délabrement économique se fait déjà sentir et a gagné diverses branches de la production. Il n'est possible de le combattre avec succès qu'en faisant appel à toute l'énergie du peuple et en adoptant des mesures révolutionnaires immédiates, tant en province que dans la capitale.

2 On ne peut conjurer la catastrophe ni par des moyens bureaucratiques, c'est-à-dire en créant des institutions au sein desquelles prédomineraient les capitalistes et les fonctionnaires, ni en sauvegardant les bénéfices des capitalistes, leur toute-puissance dans la production, l'emprise du capital financier, le secret commercial dans les domaines bancaire, commercial et industriel. L'expérience de nombreuses manifestations partielles de la crise dans différentes branches de la production l'a démontré avec une évidence absolue.

3 On ne peut conjurer la catastrophe que par l'établissement d'un véritable contrôle ouvrier de la production et de la répartition. Pour appliquer ce contrôle, il est nécessaire que :

– 1° dans toutes les institutions importantes, les ouvriers aient une majorité garantie des trois quarts des voix au moins, les patrons qui n'ont pas cessé leur activité et le personnel technique compétent étant obligatoirement tenus de participer au travail de ces institutions ;

– 2° les comités de fabrique et d'usine, les soviets centraux et locaux des députés ouvriers, soldats et paysans, ainsi que les syndicats reçoivent le droit de participer au contrôle, tous les livres de banque et de commerce leur étant soumis, tous les renseignements devant leur être obligatoirement communiqués ;

– 3° les représentants de tous les grands partis démocratiques et socialistes jouissent du même droit.

4 Le contrôle ouvrier, déjà reconnu par les capitalistes lors de divers conflits, doit être transformé sans délai par une série de mesures mûrement réfléchies, appliquées graduellement mais sans aucune perte de temps, en une réglementation complète de la production et de la répartition par les ouvriers.

5 Le contrôle ouvrier doit être étendu de la même façon avec les mêmes prérogatives, à toutes les opérations financières et bancaires, la situation financière devant être examinée dans son ensemble, et cela avec le concours des soviets et des congrès des employés de banques, de syndicats patronaux, etc., qui seront organisés immédiatement.

6 Le salut du pays acculé à la catastrophe exige avant tout que la population ouvrière et paysanne ait la certitude la plus entière, la plus absolue, inspirée non par des paroles, mais par des actes, que les institutions dirigeantes et pleinement habilitées à cet effet, en province comme dans la capitale, n'hésiteront pas à transmettre au peuple la majeure partie des profits, des revenus et des biens des gros et très gros magnats capitalistes de la banque, de la finance, du commerce et de l'industrie. Sans cela, on ne saurait ni exiger ni attendre l'application de mesures véritablement révolutionnaires, pas plus qu'une tension véritablement révolutionnaire des énergies de la masse ouvrière et paysanne.

7 En raison du délabrement complet de tout le système financier et monétaire, en raison aussi de l'impossibilité de l'assainir tant que durera la guerre, l'organisation étatique doit viser à mettre sur pied par grandes régions d'abord, puis dans le pays tout entier, un système d'échange d'outillage agricole, de vêtements, de chaussures et autres produits manufacturés contre le blé et autres produits de l'agriculture. Les coopératives urbaines et rurales doivent être appelées à y collaborer largement.

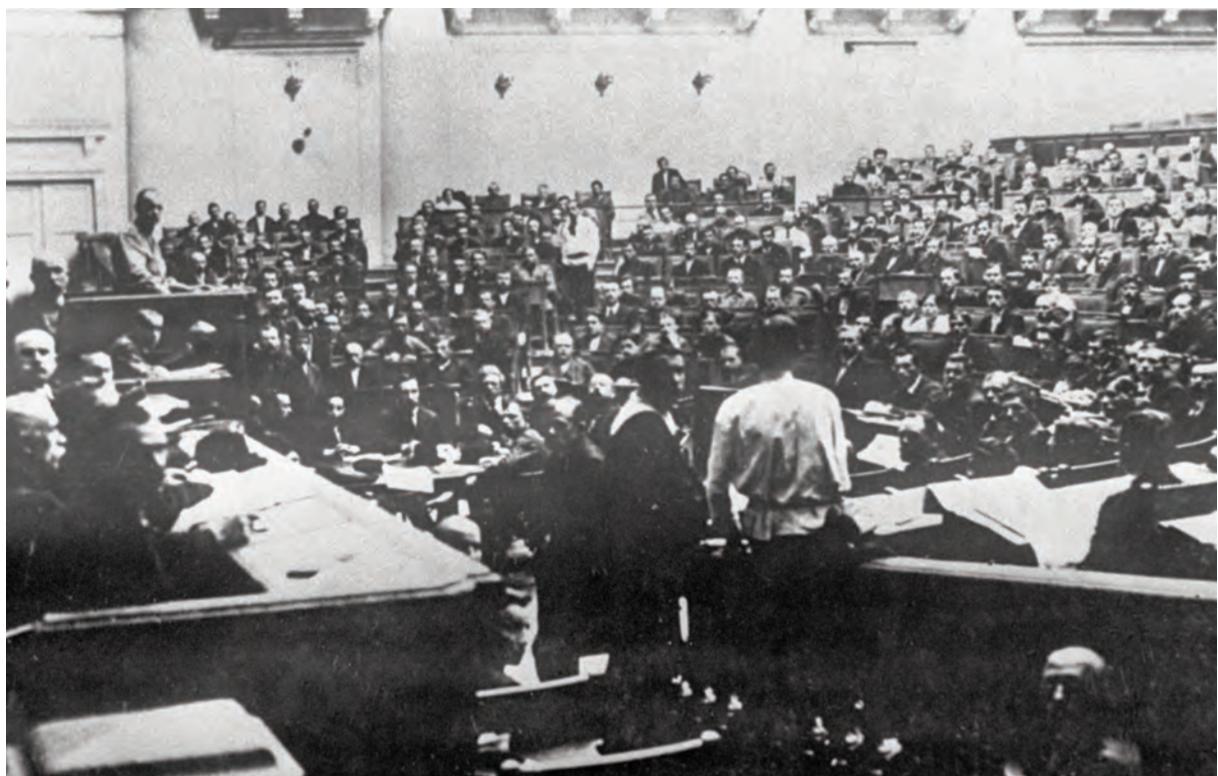
8 L'obligation générale du travail ne sera rendue possible et nécessaire qu'après l'application des mesures indiquées plus haut. Elle exigera à son tour l'institution d'une milice ouvrière, dans laquelle les ouvriers feront leur service gratuitement, en dehors de la journée de travail de 8 heures, en attendant la formation d'une milice embrassant la population entière, où les jours de service seront payés aux ouvriers et aux employés par les capitalistes [...].

9 L'une des tâches essentielles, parmi les mesures indispensables pour sauver le pays de la catastrophe, doit consister à transférer une grande quantité de main-d'œuvre à la production de houille, de matières premières et aux transports. Il n'est pas moins nécessaire d'affecter graduellement à la fabrication des produits indispensables au relèvement économique la main-d'œuvre actuellement occupée dans l'industrie de guerre.

10 L'application méthodique et efficace de toutes ces mesures n'est possible que si le pouvoir passe entièrement aux prolétaires et aux semi-prolétaires.

« *Social-démocrate* »,
n° 64, 25 mai (7 juin) 1917
Conforme au manuscrit

Oeuvres – t. 24 – pp. 529 à 531
Ed. Sociales – Paris
Ed. du Progrès – Moscou - 1976



ARCHIVES/ AFP

Conférence des comités d'usine, Palais Tauride, Petrograd.

● Document 6

Lénine

La situation politique (quatre thèses)

1 Organisée, consolidée, la contre-révolution s'est emparée, en fait, du pouvoir d'Etat. Cette véritable organisation et cette consolidation de la contre-révolution consistent dans l'union, remarquablement préparée, et déjà réalisée, des trois forces principales de la contre-révolution :

– 1° en sortant du ministère, le parti cadet, c'est-à-dire le véritable chef de la bourgeoisie organisée, a adressé un ultimatum à ce dernier, déblayant ainsi le terrain pour son renversement par la contre-révolution ;

– 2° l'état-major général et le commandement supérieur de l'armée, consciemment ou à demi consciemment secondés par Kerenski, que les socialistes-révolutionnaires même les plus en vue traitent maintenant de Cavaignac, se sont pratiquement emparés du pouvoir d'Etat et ont déclenché la répression contre les unités révolutionnaires du front. Ils ont commencé à désarmer les troupes et les ouvriers révolutionnaires de Petrograd et de Moscou, à étouffer et mater le mouvement de Nijni Novgorod, à arrêter les bolcheviks et à fermer leurs journaux, non seulement sans décision des tribunaux, mais encore sans décret du gouvernement. En fait, le pouvoir d'Etat en Russie est essentiellement aujourd'hui une dictature militaire ; ce fait est encore masqué par l'existence d'organismes révolutionnaires en paroles, mais pratiquement impuissants. Cependant, c'est un fait indéniable et décisif : sans l'avoir assimilé, on ne peut rien comprendre à la situation politique ;

– 3° la presse monarchiste des Cent-Noirs et la presse bourgeoise, qui sont déjà passées de la campagne acharnée contre les bolcheviks à une campagne contre les soviets, contre l'« incendiaire » Tchernov, etc., ont montré avec la plus grande évidence l'objet véritable de la dictature militaire qui règne aujourd'hui sur la Russie avec l'appui des cadets et des monarchistes : préparer la dissolution des soviets. Nombre de leaders socialistes-révolutionnaires et mencheviks, c'est-à-dire de chefs de la majorité actuelle des soviets, en sont déjà convaincus et l'ont déclaré ces jours derniers, mais, en vrais petits-bourgeois, ils éludent cette réalité redoutable par un verbiage ronflant et creux.

2 Les chefs des soviets et des partis socialiste-révolutionnaire et menchevik, Tsérételi et Tchernov en tête, ont définitivement trahi la cause de la révolution en la livrant aux contre-révolutionnaires et en transformant leurs propres personnes, leurs partis et les soviets en feuilles de vigne de la contre-révolution.

En voici la preuve : socialistes-révolutionnaires et mencheviks ont livré les bolcheviks à la réaction et tacitement approuvé le sac des journaux bolcheviks, sans même avoir le courage de dire nettement et carrement au peuple qu'ils le faisaient et pourquoi ils le faisaient.

En légalisant le désarmement des ouvriers et des régiments révolutionnaires, ils se sont privés de tout pouvoir réel. Devenus les discoureurs les plus vains, ils aident la réaction à « retenir » l'attention du peuple tandis qu'elle met la dernière main à ses préparatifs de dissolution des soviets. Si l'on ne se rend pas compte de cette banqueroute totale et définitive des partis socialiste-révolutionnaire et menchevik, et de l'actuelle majorité des soviets, si l'on ne reconnaît pas le caractère entièrement fictif de leur « directoire » et autres mascarades, on ne peut absolument rien comprendre à toute la situation politique actuelle.

3 Tous les espoirs fondés sur le développement pacifique de la révolution russe se sont à jamais évanouis. La situation objective se présente ainsi : ou la victoire complète de la dictature militaire ou la victoire de l'insurrection armée des ouvriers. Cette victoire n'est possible que si l'insurrection coïncide avec une effervescence profonde des masses contre le gouvernement et la bourgeoisie, par suite de la débâcle économique et de la prolongation de la guerre [...].

4 Le parti de la classe ouvrière doit, sans renoncer à l'action légale, mais sans en exagérer un seul instant l'importance, associer le travail légal au travail illégal, comme en 1912-1914.

N'interrompons pas une heure l'action légale. Mais ne nous laissons pas séduire le moins du monde par les illusions constitutionnelles et « pacifistes ». Créons partout, sans délai, des organisations ou des cellules clandestines pour la publication de tracts, etc. Réorganisons-nous sans délai avec fermeté et sang-froid, sur toute la ligne.

Agissons comme en 1912-1914, quand nous savions parler du renversement du tsarisme par la révolution et l'insurrection armée sans perdre nos bases légales ni à la Douma d'Etat, ni dans les caisses d'assurances, ni dans les syndicats.

Rédigé le 23 (10) juillet 1917
Publié le 2 août (20 juillet) 1917
dans le journal *Proletarskoé Diélo*, n° 6
Œuvres – t. 24 – pp. 189 à 192
Ed. Sociales – Paris, Ed. du Progrès – Moscou, 1976